

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURE

---

Marché pour la fourniture des batardeaux pour les sept barrages de l'Oise

---

Ce CCAP est commun aux 3 lots de ce marché

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) sont établies conformément au Cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG des marchés publics de fournitures courantes et de services



[illegible]

Marché passé selon la **procédure de l'appel d'offres ouvert** en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 1° du Code de la Commande Publique

## Voies Navigables de France - Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'ouvrage

Monsieur le Directeur de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage

Voies navigables de France  
Direction de l'ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage  
Unité Opérationnelle de Paris / Unité EGT5

## Fourniture des batardeaux pour les sept barrages de l'Oise

## SOMMAIRE

1	- Dispositions générales du contrat .....	6
1.1	- Objet du contrat .....	6
1.2	- Décomposition du contrat.....	6
1.3	- Sous-traitance .....	7
1.3.1	- Sous-traitance partielle.....	7
1.3.2	- Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	7
1.4	- Réalisation de prestations similaires .....	7
1.5	- Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail .....	7
1.6	- Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés .....	8
1.7	- Clauses d'insertion sociales.....	9
1.8	- Clauses environnementales .....	11
2	- Pièces contractuelles .....	11
3	- Intervenants .....	12
3.1	- Maîtrise d'œuvre.....	12
3.2	- Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier .....	12
3.3	- Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	12
3.4	- Représentation du pouvoir adjudicateur .....	12
3.5	- Contrôle technique .....	13
3.6	- Conduite d'opération .....	13
3.7	- Exploitant .....	13
4	- Durée et délais d'exécution .....	13
4.1	- Délais d'exécution globaux .....	13
4.1.1	- Délais d'exécution du lot n° 1 :.....	13
4.1.2	- Délais d'exécution du lot n° 2 :.....	13
4.1.3	- Délais d'exécution du lot n° 3 :.....	13
4.2	- Délais d'exécution partiels.....	14
4.3	- Modalités de prolongation des délais d'exécution des lots .....	14
4.4	- Calendrier prévisionnel et calendrier détaillé d'exécution .....	14
5	- Prix.....	15
5.1	- Caractéristiques des prix pratiqués .....	15
5.2	- Modalités de variation des prix.....	16
6	- Garanties Financières.....	17
7	- Avance.....	17
8	- Modalités de règlement des comptes .....	17
8.1	- Décomptes et acomptes mensuels.....	17
8.2	- Présentation des demandes de paiement .....	18

8.3 - Délai global de paiement.....	19
8.4 - Paiement des cotraitants.....	19
8.5 - Paiement des sous-traitants .....	19
9 - Conditions d'exécution des prestations .....	20
9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits.....	20
9.2 - Implantation des ouvrages - piquetage .....	20
9.3 - Préparation et coordination des travaux .....	20
9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	20
9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier de pose.....	21
9.3.3 - Plan d'assurance qualité.....	21
9.3.4 - Journal de chantier.....	22
9.4 - Etudes d'exécution .....	22
9.5 - Installation et organisation du chantier .....	22
9.5.1 - Installation de chantier .....	22
9.5.2 - Signalisation de chantier .....	22
9.5.3 - Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique .....	22
9.5.4 - Réunions de chantier.....	23
9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	23
9.6.1 - Gestion des déchets de chantier .....	23
9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	23
9.6.3 - Documents à fournir après exécution .....	23
9.7 - Réception des travaux .....	23
9.7.1 - Dispositions applicables à la réception .....	23
9.7.2 - Vérification des matériaux et produits - Essais et épreuves .....	23
9.7.3 - Essais et épreuves .....	24
10 - Garantie des prestations.....	24
11 - Pénalités applicables aux lots .....	24
11.1 - Pénalités de retard .....	24
11.1.1 - Pénalités de retard d'exécution du délai global fixé par lot .....	24
11.1.2 - Pénalités de retard d'exécution des délais distincts du délai global du lot 1 .....	24
11.1.3 - Pénalités de retard d'exécution des délais distincts du délai global du lot 2 .....	25
11.1.4 - Pénalités de retard d'exécution des délais distincts du délai global du lot 3 .....	25
11.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	26
11.3 - Pénalité pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés .....	26
11.4 - Pénalité pour carence dans le respect des obligations en faveur de l'emploi .....	26
11.5 - Autres pénalités spécifiques applicables aux trois lots.....	26
12 - Assurances.....	27
12.1 - Responsabilités .....	27

12.2 - Assurances de responsabilité civile de droit commun .....	27
12.3 - Assurances de responsabilité civile décennale.....	27
12.4 - Dispositions communes.....	27
12.5 - Autres dispositions générales .....	28
13 - Résiliation du contrat .....	28
13.1 - Conditions de résiliation .....	28
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
14 - Règlement des litiges et langues.....	29
15 - Clauses de réexamen .....	29
16 - Conflit d'intérêt .....	30
17 - Obligation de confidentialité .....	30
18 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	30
19 - Dérogations.....	30

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Le présent marché a pour objet la fourniture et les essais des batardeaux de passes navigables et de pertuis pour les barrages de Venette, Verberie, Sarron, Creil, Boran, Isle Adam et Pontoise.

### 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lots :

Lot(s)	Désignation
1	<p><b><u>Batardeaux pour les passes navigables de 6 barrages (Pontoise, Isle Adam, Boran, Sarron, Verberie, Venette)</u></b></p> <p><i>Fabrication et livraison des batardeaux flottants équipés</i></p> <p><i>Fabrication et livraison des dispositifs de stockage à Sempigny</i></p> <p><i>Essais de batardage en configuration « 33 m »</i></p> <p><i>Changement de configuration 33 vers 31 m ou l'inverse</i></p> <p><i>Essais de batardage en configuration « 31 m »</i></p> <p><i>Stockage sur le site de Sempigny à l'issue des essais</i></p>
2	<p><b><u>Batardeaux pour les pertuis de 5 barrages (Isle Adam, Boran, Sarron, Verberie, Venette)</u></b></p> <p><i>Fabrication et livraison des batardeaux empilables équipés</i></p> <p><i>Fabrication et livraison du palonnier</i></p> <p><i>Fabrication et livraison des dispositifs de stockage à Sempigny</i></p> <p><i>Essais de batardage d'un pertuis</i></p> <p><i>Retour et stockage à Sempigny</i></p>
3	<p><b><u>Batardeaux pour les passes navigables et le pertuis de Creil</u></b></p> <p><i>Fabrication et livraison des batardeaux à aiguilles</i></p> <p><i>Fabrication et livraison des dispositifs de stockage à Sempigny</i></p> <p><i>Essais de batardage du pertuis de Creil</i></p> <p><i>Essais de batardage d'une passe navigable de Creil</i></p> <p><i>Retour et stockage à Sempigny</i></p>

### **1.3 - Sous-traitance**

#### **1.3.1 - Sous-traitance partielle**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance.

Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité du marché.

En application des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-3 à R. 2193-4 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de :

- L'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur ;
- L'agrément par le pouvoir adjudicateur des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Il est rappelé à ce titre que la méconnaissance par le titulaire de son obligation de déclaration du ou des sous-traitants, indépendamment de leur rang, est sanctionnée pénalement conformément à l'article L. 8271-1-1 du code du travail.

En sus de la déclaration de sous-traitance et des renseignements exigés à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, le dossier de candidature de chaque sous-traitant comportera les attestations d'assurance visées à l'article 12 du présent CCAP, ainsi que les renseignements permettant l'évaluation de leur situation juridique, leur capacité économique, financière et technique (cf. liste à l'article 6.1.1 du règlement de la consultation).

#### **1.3.2 - Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus du projet d'acte spécial et des renseignements exigés par l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, les mêmes documents listés précédemment.

### **1.4 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

### **1.5 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG FCS.

En application de l'article D. 8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail.

## ***1.6 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés***

### Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D. 8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.



## Lutte contre les prestations de services internationales illégales

### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit, conformément aux articles L. 1262-1-1 et R. 1263-2-2 du code du travail, désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG FCS.

### c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 11.3 du CCAP.

## **1.7 - Clauses d'insertion sociales**

Voies Navigables de France, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application notamment des dispositions de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, en incluant des dispositions relatives à l'insertion par l'activité économique.

### 1.7.1 Obligation du titulaire

Pour réaliser ce marché le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion équivalent à 20 h d'insertion par tranche de 100 000 € HT de prestations effectuées pour des personnes rencontrant des difficultés professionnelles ou sociales particulières.

Sont notamment concernées les personnes répondant à au moins un des critères ci-dessous :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
- Les allocataires du revenu de solidarité active (RSA) demandeur d'emploi ou ayants droits,

- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi,
- Les bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé (AAH) et de l'allocation d'invalidité (AI),
- Les personnes travaillant dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE),
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans,
- Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi sans qualification (infra niveau V, soit niveau inférieur à CAP/BEP),
- Les jeunes diplômés sortis du système scolaire justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur,
- Publics reconnus réfugiés (bénéficiant de la protection internationale),
- Autres publics validés par le facilitateur provenant des partenaires emploi du territoire (Pole Emploi, MDE, PLIE, Missions Locales, Cap emploi Sameth ...),
- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire/régie des établissements pénitentiaires (SEP/RIEP) ou affectés à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire,
- Des personnes domiciliées de l'ensemble des Quartiers Politique de la Ville sur le territoire national, sur le modèle du dispositif ANRU.

#### 1.7.2 Accompagnement de l'action en cours d'exécution

Le titulaire peut se rapprocher d'un facilitateur afin de :

- Définir avec le titulaire le plan d'action de réalisation des actions d'insertion et effectuer les mises en relation nécessaires à la bonne réalisation des objectifs,
- Présenter et valider les candidats correspondants aux critères administratifs définis ci-dessus,
- Valider les heures d'insertion réalisées,
- Fournir les attestations de réalisation des objectifs.

#### 1.7.3. Contrôle de l'action d'insertion par l'activité économique

##### 1.7.3.1 Contrôle en cours d'exécution

La comptabilisation des heures d'insertion réalisées débutera à la date de notification du marché au titulaire par la maîtrise d'ouvrage ou à la date de la première embauche si elle intervient après la date de notification.

Les heures de travail comptabilisées au titre de l'insertion professionnelle sont limitées à 24 mois à compter de la date de recrutement de la personne pour le chantier quelle que soit la nature du, ou des, contrat de travail.

Dans l'hypothèse ou en cours de marche, une ou plusieurs personnes mises à disposition dans le cadre de l'action d'insertion sont embauchées au sein de l'entreprise, le nombre d'heures effectué par le ou les travailleurs, sera décompté, quel que soit le type de contrat de travail, du nombre d'heures devant être obligatoirement exécuté au titre de l'action d'insertion.

A l'expiration du marché, l'entreprise s'engage à étudier toute possibilité d'embauche des personnes en difficulté qui sont intervenues dans le cadre de l'action.

En cours d'exécution du marché, le titulaire adresse un bilan intermédiaire chiffré au plus tard le 20 du mois « m+1 » au maître d'ouvrage, ou son représentant, et à l'interlocuteur désigné à X, qui retranscrit la mise en œuvre de l'action d'insertion ainsi que des éventuelles difficultés rencontrées.

Des bilans intermédiaires pourront en outre être établis lors des réunions de chantiers ou dans le cadre de réunions spécialement prévues à cet effet et organisées par le maître d'ouvrage.

Si des difficultés liées à l'action d'insertion font obstacle à la réalisation du marché dans les délais fixés, les parties s'engagent à se réunir dans les délais les plus brefs afin de convenir des solutions les plus appropriées à la bonne exécution du marché.

#### 1.7.3.2. Contrôle en fin d'exécution

Lorsque le marché aura été entièrement exécuté, et préalablement au versement de son solde, le titulaire du marché adressera au maître d'ouvrage les justificatifs attestant du respect du nombre d'heures.

### 1.8 - *Clauses environnementales*

Le titulaire est soumis aux obligations de la réglementation, des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement ainsi que de toutes recommandations découlant de la politique environnementale de Voies Navigables de France.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Signataire de la charte de Développement durable des Établissements Publics, VNF est particulièrement attaché au respect des principes du développement durable. La politique de développement durable de VNF vise à intégrer les meilleures pratiques sociales environnementales et sociétales dans l'ensemble de ses activités d'exploitation, de développement ou administratives.

La direction territoriale Bassin de la Seine et de la Loire aval de VNF est certifiée selon la norme ISO 14001, preuve de l'engagement de l'établissement pour intégrer les meilleures pratiques environnementales.

L'établissement souhaite dans ce cadre-là la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale et environnementale de son entreprise.

Le titulaire peut notamment s'appuyer sur les principes énoncés dans les documents de référence suivants :

- Recommandation de l'AFNOR publié dans le guide "SD 21 000";
- Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la responsabilité des entreprises (révisés en 2000).
- Les principes du projet de Norme pour la Responsabilité Sociétale des organisations (ISO 26000).
- Les normes de management pour l'amélioration en continu, en particulier en matière d'environnement.

Le titulaire s'engage à respecter la politique environnementale de VNF : <https://www.vnf.fr/vnf/accueil/qui-sommes-nous-vnf/politique-rse/>.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'Acte d'Engagement (AE), et ses annexes, propre à chaque lot
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF) propre à chaque lot

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun aux 3 lots
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), et ses annexes, commun aux 3 lots
- Les décompositions des prix forfaitaires et les sous-détails des prix unitaires du BPUF
- Le mémoire technique propre à chaque lot sauf le planning de réalisation des travaux
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG FCS) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux prestations à réaliser
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales

### **3 - Intervenants**

#### **3.1 - Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

SETEC ISM  
ZA de Lanserre  
11 rue de la Fuye Juigné-sur-Loire  
49610 Les Garennes-sur-Loire

Les missions de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage sont : DIA AVP PRO ACT VISA DET AOR

#### **3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par :

SETEC ISM  
ZA de Lanserre  
11 rue de la Fuye Juigné-sur-Loire  
49610 Les Garennes-sur-Loire

#### **3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

Si nécessaire, la coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau sera assurée par un coordonnateur SPS pour les phases de mise en œuvre sur site barrage et site de stockage.

#### **3.4 - Représentation du pouvoir adjudicateur**

Pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Monsieur le directeur de l'ingénierie et de la maîtrise d'ouvrage des Voies Navigables de France ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande.
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects.
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations.
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre.
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général.
- La réception du décompte général.
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial.
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail.

- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre.
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre.

### **3.5 - Contrôle technique**

Des contrôleurs techniques pourront être missionnés pour la phase réalisation conformément aux spécifications du CCTP.

### **3.6 - Conduite d'opération**

Le conducteur d'opération est :

Voies navigables de France  
Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'ouvrage  
Unité Opérationnelle de Paris - Unité EGT5

### **3.7 - Exploitant**

L'exploitation des barrages reste assurée par Voies Navigables de France, Direction Territoriale du Bassin de la Seine et Loire aval, pendant toute la durée des travaux.

## **4 - Durée et délais d'exécution**

Le délai global d'exécution est défini par lot. A noter que l'exécution des travaux des 3 lots seront concomitants.

### **4.1 - Délais d'exécution globaux**

#### **4.1.1 - Délais d'exécution du lot n° 1 :**

Le délai d'exécution du lot n°1 est de 50 semaines (période de préparation et délai d'exécution des travaux). Il commence à courir à compter de la notification du lot.

Le délai de la période de préparation est de 38 semaines. Elle est comprise dans le délai d'exécution du lot.

#### **4.1.2 - Délais d'exécution du lot n° 2 :**

Le délai d'exécution du lot n°2 est de 31 semaines (période de préparation et délai d'exécution des travaux). Il commence à courir à compter de la notification du lot.

Le délai de la période de préparation est de 23 semaines. Elle est comprise dans le délai d'exécution du lot.

#### **4.1.3 - Délais d'exécution du lot n° 3 :**

Le délai d'exécution du lot n°3 est de 35 semaines (période de préparation et délai d'exécution des travaux). Il commence à courir à compter de la notification du lot.

Le délai de la période de préparation est de 27 semaines. Elle est comprise dans le délai d'exécution du lot.

#### 4.2 - Délais d'exécution partiels

Les délais d'exécution partiels sont précisés à l'article 6.2 de l'acte d'engagement de chacun des lots.

#### 4.3 - Modalités de prolongation des délais d'exécution des lots

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur notamment dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à :

Lot(s)	Intitulé	Nombre de jours d'intempéries
Tous	Fourniture des batardeaux pour les 7 barrages de l'Oise	3

Les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Pluie	> 30 mm	1 jour
Crue	> 500 m <sup>3</sup> /s à la station de Venette	12 heures
Gel	<- 5° C	1 jour
Neige	> 5 cm de neige	12 heures
Vent	> 120 km/h	4 heures
Vent s'agissant d'utilisation d'engin de levage	> 72 km/h	Vitesse de pointe
Brouillard	Visibilité < 10 m	4 heures

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique la plus proche des travaux.

#### 4.4 - Calendrier prévisionnel et calendrier détaillé d'exécution

Les seuls délais d'exécution fixés au présent CCAP et à l'acte d'engagement sont applicables ; ils serviront de base à l'éventuelle application des pénalités de retard prévus au présent CCAP.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés prendre en compte toutes les sujétions d'exécution.

En plus des dépenses mentionnées à l'article 10.1 du CCAG FCS, les prix tiennent compte notamment :

- Des démarches nécessaires auprès des concessionnaires et diverses administrations.
- De la fourniture, de la mise en place et de l'entretien des installations de chantier ou des locaux d'hygiène, des protections collectives et des locaux destinés au personnel et à la maîtrise d'œuvre.
- De l'amenée sur le chantier de l'ensemble des engins et fournitures, leur repliement à la fin du chantier
- De la mise en place de panneaux et de la signalisation réglementaire de chantier, de la mise en place des barrières de chantier, leur déplacement quel qu'en soit le nombre et leur maintenance.
- Des frais d'établissement et du maintien du piquetage des ouvrages, selon les dispositions du présent CCAP,
- Des sujétions imposées par la réalisation des mesures, essais et contrôles, que ces opérations soient assurées par le Titulaire, par un organisme extérieur mandaté assistant du Maître d'ouvrage, ou par le Maître d'œuvre.
- Des exigences du Coordonnateur SPS.
- De la participation aux visites d'Inspection Commune préalables.
- De la rédaction puis de la mise au point d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) et de ses additifs.
- Du respect des préconisations au titre de la protection de l'environnement conformément au CCTP.
- De la participation aux visites organisées avec les Services de secours, le Maître d'œuvre, le Coordonnateur SPS, avant toute mise en service d'une nouvelle configuration des emprises de chantier ou des voies de circulations publiques.
- De toutes les contraintes prescrites par le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).
- De toutes les conditions d'exécution décrites dans le marché et notamment de l'exécution fractionnée des travaux, pouvant impliquer des sujétions sur le mode d'exécution.
- De toutes les sujétions d'exécution relative à la réalisation concomitante des travaux des 3 lots
- De toutes les sujétions liées à la présence de réseaux, ainsi que les aléas liés à la découverte éventuelle des réseaux non répertoriés et non déviés.
- De toutes les prestations de conditionnement, manutention, reprises, transport, stockage intermédiaire des fournitures entre leur lieu de fabrication et leur site d'installation.
- Des sujétions afférentes à la garde complète des ouvrages et équipements.
- De la maintenance des équipements dont il a la charge jusqu'à la réception.
- De la gestion administrative, du transport et du stockage, après tri et traitement éventuel de déchets inertes ou de la mise en décharge de déchets ultimes sachant que l'obtention d'un lieu de décharge et toutes les contraintes s'y attachant (frais de décharge, taxes, éloignement, ...) sont à la charge du Titulaire.
- Des prestations liées à la production des éléments issus des études d'exécution du Titulaire.
- Des sujétions liées au maintien des circulations sur les voiries avoisinantes.

- Des frais d'évacuation des matériaux et d'éventuel traitement vers des sites agréés.
- Des frais liés au respect des normes environnementales
- De la bonne prise en compte des terrains concernés par l'ensemble du périmètre de l'opération et des abords de ces terrains, ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- De la prise de connaissance des réseaux, ouvrages, installations existantes et de toute difficulté inhérente au site.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

## 5.2 - Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 10.1.2. du CCAG FCS, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé " mois zéro "et indiqué dans l'acte d'engagement.

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
tous	$C_n = 0,15 + 0,85 \times [TP13 (n) / TP13 (o)]$	Tous

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée. La révision définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
tous	TP13	Index Travaux Publics - Charpentes et ouvrages d'art métalliques - Base 2010



## 6 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements conformément à l'article R2191-33 du code de la commande publique. Toutefois, si le titulaire du marché est une PME, il est fait application d'un taux de 3%.

Par application de l'article R2191-36, le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer la retenue de garantie par une garantie à première demande.

Aucune demande de substitution de retenue de garantie en caution personnelle et solidaire ne sera acceptée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La garantie à première demande doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte et vaut pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

## 7 - Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les 3 lots.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B définie à l'article B.11.1 du CCAG FCS.

Le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant initial, toutes taxes comprises.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Conformément aux articles R. 2191-11 et R. 2191-19 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, en une seule fois, quand le montant des prestations exécutées atteint ou dépasse 60 % TTC du montant minimal du marché. Si, au moment du remboursement, le montant de l'état d'acompte du mois en cours est inférieur au montant de l'avance, alors le remboursement se limitera au montant de l'état d'acompte. Le remboursement sera alors complété sur le prochain état d'acompte mais devra être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 % du montant minimal du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

## 8 - Modalités de règlement des comptes

### 8.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix afférents au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant des révisions de prix au plus tard dix jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

Toutefois, si dans ce délai, le maître d'ouvrage a fait parvenir au titulaire une décision motivée refusant la prise en compte et le traitement du projet de décompte général, ce délai ne commencera pas à courir et le Titulaire devra produire de nouveau un projet de décompte final dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

## **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération;

10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;

11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Les entreprises concernées par l'obligation de transmission des factures électroniques, en application des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du code de la commande publique, devront désormais déposer leur facture sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>.

Il est rappelé que l'utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les entreprises non concernées par l'obligation de dépôt par voie dématérialisée.

De plus sur chaque facture doit obligatoirement mentionner dans son intégralité :

- le numéro d'engagement (commande) qui vous est communiqué lors de la commande,
- le numéro de "SIRET : 13 00 177 91 000 34" de la Direction Territoriale Bassin de la Seine de VNF.
- Code : SEGT

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG FCS.

### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de

paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention "Autoliquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

### **9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### **9.2 - Implantation des ouvrages - piquetage**

Sans objet pour l'ensemble des lots.

### **9.3 - Préparation et coordination des travaux**

#### **9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 23 à 38 semaines selon les lots.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution (PET) accompagné du projet des installations de chantier (PIC) et des ouvrages provisoires (le cas échéant) et le soumettre au visa du maître d'œuvre 1 mois au plus tard après la notification du marché.

Le titulaire établira et transmettra également au maître d'œuvre un Plan Assurance Qualité (PAQ), ainsi que le plan de respect d'environnement (PRE) et le programme des études d'exécutions (PEE) dans le délai de 1 mois suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation et tels que précisés au 4 du CCTP.

Le titulaire déposera, le cas échéant, auprès des services gestionnaires des voies routières, le dossier d'exploitation concernant la circulation routière et décrivant le plan de circulation des engins de chantier et les moyens prévus pour assurer la sécurité routière et la propreté des voiries pendant les phases de manutention et de mise en œuvre des fournitures. Le titulaire le déposera en temps voulu auprès des services gestionnaires pour obtenir les autorisations nécessaires pendant les travaux.

Le titulaire organisera l'état des lieux contradictoire effectué par constats d'huissier, avant et après travaux, de chaque phase, du domaine public et du domaine privé (accès, chemins et ouvrages empruntés par le Titulaire, sites de stockage et zone de chantier, ...), en présence d'un représentant du propriétaire et/ou gestionnaire des voies routières, des chemins, des ouvrages, des parcelles, etc. empruntés pour l'exécution des travaux.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur ou à la maîtrise d'ouvrage dans un délai de 3 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

### **9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier de pose**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par la possible intervention d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de "coordonnateur SPS".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **9.3.3 - Plan d'assurance qualité**

Le titulaire établira et transmettra également au maître d'œuvre un Plan Assurance Qualité (PAQ), ainsi que le plan de respect d'environnement (PRE) et le programme des études d'exécutions (PEE) tels que précisés au 4.3 du CCTP.

#### **9.3.4 - Journal de chantier**

Un journal de chantier sera établi et tenu par le titulaire dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

Il sera établi selon les modalités définies dans le CCTP.

#### **9.4 - Etudes d'exécution**

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Le Titulaire sera tenu également de transmettre les documents d'exécution aux différents contrôleurs techniques. Les documents sont à transmettre au format papier par défaut et à charge du Titulaire. Après accord, un envoi des documents au format numérique pourra être accepté.

Le titulaire est tenu de transmettre au maître d'œuvre et au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé les éléments que celui-ci demande pour l'établissement du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO) et donc le contenu est précisé au CCTP.

Au cas où le Titulaire ferait établir, par des moyens de calcul automatique, tout ou partie des calculs qui lui incombent, il joindra une notice indiquant de façon complète les hypothèses de base des calculs, leur processus, les formes employées et les notations.

Les "sorties" de tout programme de calcul utilisé devront être suffisamment nombreuses et comporter, outre les données particulières de calcul, assez de résultats intermédiaires pour que les options tant techniques que logiques soient mises en évidence et que les fractions de calcul, comprises entre deux options consécutives, puissent être isolées au vu d'une éventuelle vérification. Sur demande du maître d'œuvre, le Titulaire lui fournira tout autre résultat intermédiaire du calcul qu'il estimerait utile ; au cas où la note de calcul automatique serait très volumineuse, le Titulaire fournira un extrait faisant apparaître les résultats déterminants du dimensionnement proposé.

Le maître d'œuvre pourra demander au Titulaire de compléter manuellement toute note de calcul automatique incomplète.

#### **9.5 - Installation et organisation du chantier**

##### **9.5.1 - Installation de chantier**

Le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Le contenu du projet des installations du chantier établi par le titulaire est fixé par le 1.7 du CCTP.

Les terrains définis à l'article 1.7.3 du CCTP pourront être mis gratuitement à la disposition du titulaire pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux à condition de respecter les consignes du maître d'œuvre.

Le cas échéant, le maître d'ouvrage désignera à l'entreprise le lieu prévu où ces installations pourront être établies pendant la période de préparation du chantier.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par le titulaire.

##### **9.5.2 - Signalisation de chantier**

La signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

##### **9.5.3 - Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique**

Le Titulaire supporte seul tous les frais occasionnés par la réparation des dégradations éventuelles sur les voies publiques et privées empruntées par les engins de chantier et d'approvisionnement en matériaux.

#### **9.5.4 - Réunions de chantier**

Il est prévu pendant toute la durée des travaux plusieurs réunions de chantier, organisés par le maître d'œuvre. Ces réunions feront l'objet d'un compte rendu établi par celui-ci et soumis à la validation du Titulaire, qui explicitera éventuellement ses réserves dans un délai maximum de trois (3) jours.

Les instructions données par le maître d'œuvre ou du gestionnaire du site dans un compte-rendu de réunion s'imposent de plein droit au titulaire.

### **9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

#### **9.6.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

#### **9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

#### **9.6.3 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Le CCTP précise les éléments attendus pour l'élaboration des différents documents à remettre après exécution des travaux.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

### **9.7 - Réception des travaux**

#### **9.7.1 - Dispositions applicables à la réception**

La réception des fournitures et des travaux a lieu par lot et fera l'objet d'une réception indépendante pour chacun des lots.

Chaque titulaire de lot avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception dans un délai de 20 jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure.

Le défaut de fixation de la date des opérations préalables à la réception par le pouvoir adjudicateur n'entraîne pas la réception tacite des prestations.

#### **9.7.2 - Vérification des matériaux et produits - Essais et épreuves**

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. En cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

### 9.7.3 - Essais et épreuves

Les essais et épreuves prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. En cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves et essais définis au CCTP.

## 10 - Garantie des prestations

Les travaux de pose feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux.

Les fournitures feront l'objet d'une garantie de biennale de bon fonctionnement.

Les travaux font également l'objet des garanties particulières détaillées au 4.10 du CCTP.

## 11 - Pénalités applicables aux lots

### 11.1 - Pénalités de retard

#### 11.1.1 - Pénalités de retard d'exécution du délai global fixé par lot

Lorsque les délais globaux d'exécution fixés par lot à l'article 4.1 du présent CCAP sont dépassés, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 2.5/10 000 du montant du lot, par dérogation aux stipulations de 14.1.1 du CCAG-FCS.

L'ensemble des pénalités (de retard et autres) sont à appliquer sans mise en demeure préalable, sans invitation préalable faite au titulaire à présenter ses observations par dérogation à l'article 14.1.1. CCAG FCS, et sont cumulables dans leur montant, sans seuil d'exonération par dérogation à l'article 14.1.3. CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.2. du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 30% du montant total hors taxes du lot. Les autres pénalités ne sont pas plafonnées.

Les délais d'exécution distincts fixés à l'article 4.2 du présent CCAP sont les délais maximums pour lesquels une date limite de réalisation est fixée.

Les pénalités prévues ci-dessous pour les délais partiels s'appliquent en cas de dépassement de ces dates limites.

#### 11.1.2 - Pénalités de retard d'exécution des délais distincts du délai global du lot 1

Par dérogation à l'article 14.1.1. du CCAG FCS, le titulaire subit, en cas de non-respect des délais distincts, les pénalités forfaitaires et/ou horaires suivantes :

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect du délai partiel D1	Journalière	1 500 €	
Non-respect du délai partiel D2	Journalière	2 000 €	
Non-respect du délai partiel D3	Journalière	2 000 €	
Non-respect du délai partiel D4	Journalière	500 €	



Non-respect du délai partiel D5	Journalière	2000 €	
Non-respect du délai partiel D6	Journalière	2000 €	
Non-respect du délai partiel D7	Journalière	500 €	

Les pénalités de retard des délais partiels fixées ci-dessus ne seront pas remboursées si le délai global est respecté.

#### 11.1.3 - Pénalités de retard d'exécution des délais distincts du délai global du lot 2

Par dérogation à l'article 14.1.1. du CCAG FCS, le titulaire subit, en cas de non-respect des délais distincts, les pénalités forfaitaires et/ou horaires suivantes :

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect du délai partiel D1	Journalière	1 500 €	
Non-respect du délai partiel D2	Journalière	2 000 €	
Non-respect du délai partiel D3	Journalière	2 000 €	
Non-respect du délai partiel D4	Journalière	500 €	
Non-respect du délai partiel D8	Journalière	2000 €	
Non-respect du délai partiel D9	Journalière	500 €	

Les pénalités de retard des délais partiels fixées ci-dessus ne seront pas remboursées si le délai global est respecté.

#### 11.1.4 - Pénalités de retard d'exécution des délais distincts du délai global du lot 3

Par dérogation à l'article 14.1.1. du CCAG FCS, le titulaire subit, en cas de non-respect des délais distincts, les pénalités forfaitaires et/ou horaires suivantes :

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect du délai partiel D1	Journalière	1 500 €	
Non-respect du délai partiel D2	Journalière	2 000 €	
Non-respect du délai partiel D3	Journalière	2 000 €	
Non-respect du délai partiel D4	Journalière	500 €	
Non-respect du délai partiel D10	Journalière	2000 €	
Non-respect du délai partiel D11	Journalière	2000 €	
Non-respect du délai partiel D12	Journalière	500 €	

Les pénalités de retard des délais partiels fixées ci-dessus ne seront pas remboursées si le délai global est respecté.

### **11.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **11.3 - Pénalité pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés**

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 1.6 du présent CCAP, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 250 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté.

### **11.4 - Pénalité pour carence dans le respect des obligations en faveur de l'emploi**

Le cas s'appliquant, la simple constatation par le maître de l'ouvrage ou son représentant (facilitateur ou coordonnateur) de la non-exécution totale ou partielle des conditions du marché par l'entreprise entraînera une pénalité égale au produit de deux fois le SMIC horaire brut par le nombre d'heures d'insertion non réalisées.

### **11.5 - Pénalité pour non-respect de l'obligation de confidentialité**

En cas de constatation du non-respect de l'obligation de confidentialité, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 500 euros.

### **11.5 - Autres pénalités spécifiques applicables aux trois lots**

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Absence aux réunions de chantier	Forfaitaire	1000 €	Pénalité forfaitaire par absence
Retard dans la remise des documents	Journalière	500 €	Par document
Retard dans la remise du DOE	Journalière	1000 €	
Non-respect du PAQ ou de la réglementation sur les déchets	Forfaitaire	500 €	Chaque manquement est passible de plusieurs pénalités ponctuelles
Non-respect des règles de sécurité et protection de la santé	Forfaitaire	1 000 €	Sur simple constat
Non-respect des engagements environnementaux et déchets	Forfaitaire	1500 €	Sur simple constat
Non-respect du délai d'intervention sous 5 jours en cas de dysfonctionnement pendant la GPA	Journalière	1500 €	

## **12 - Assurances**

### **12.1 - Responsabilités**

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3, 1792-4, 1792-4-1 et 1792-6 du code civil.

### **12.2 - Assurances de responsabilité civile de droit commun**

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

#### Pendant les travaux :

- Dommages corporels : 3 000 000 € par sinistre ;
- Dommages matériels et/ou immatériels : 1 000 000 € par sinistre dont dommages immatériels non consécutifs : 300 000 €

#### Après les travaux :

- Tous dommages confondus : 1 000 000 € dont dommages immatériels non consécutifs : 300 000 €.

### **12.3 - Assurances de responsabilité civile décennale**

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le(s) titulaire(s) déclare(nt) avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie concernant les dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire

L(es) entreprise(s) titulaire(s) justifie(nt) de sa(leur) police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 émanant de sa(leur) société d'assurances.

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

### **12.4 - Dispositions communes**

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) titulaire(s) fourni(ssen)t une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il(s) adresse(nt) ces attestations au maître de l'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc. ) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

### **12.5 - Autres dispositions générales**

En cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

Les sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel, consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

Pour justifier de l'ensemble de ces garanties, les sous-traitants doivent fournir une attestation émanant de leur propre compagnie d'assurance. Sur simple demande du maître d'ouvrage, les sous-traitants doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes.

Chaque membre du groupement devra fournir avant notification du Marché une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

## **13 - Résiliation du contrat**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA de l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1. du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 41.1. du CCAG FCS, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le maître de l'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché aux torts du titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à

compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé à 0 %.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique par le biais de la plateforme PLACE.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## 14 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le tribunal administratif compétent est celui de Paris ; 7 rue de Jouy 75181 PARIS CEDEX 04 et peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les stipulations de l'article 46 du CCAG FCS sont applicables excepté l'article 46.3. Par dérogation à l'article 46.3 du CCAG FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire sa décision motivée dans un délai de 90 jours, à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

## 15 - Clauses de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le présent marché public peut être modifié, dans les circonstances suivantes :

- Si les prescriptions définies par le maître d'œuvre de l'aménagement du site de Sempigny diffèrent de celles définies dans les pièces contractuelles du marché. L'intégration de ces prescriptions complémentaires pourra prendre la forme de prix nouveaux.
- Si des modifications des prescriptions définies dans les pièces contractuelles du marché sont rendues nécessaires pour s'adapter au génie-civil existante et aux équipements rattachés. L'intégration de ces prescriptions complémentaires pourra prendre la forme de prix nouveaux.
- Si des modifications des prescriptions définies dans les pièces contractuelles du marché sont rendues nécessaires pour la protection de l'environnement et de la biodiversité. L'intégration de ces prescriptions complémentaires pourra prendre la forme de prix nouveaux ; Si les quantités mises en œuvre évoluent en moins ou en plus, elles seront rémunérées au prix prévu dans les pièces financières du marché. La modification est actée par avenant. La modification peut être exécutée quelle que soit l'évolution de leurs quantités ou de leur montant total.

Le pouvoir adjudicateur se réserve ainsi le droit de réexaminer les étapes d'avancement des études et ainsi de modifier l'ordre de réalisation des différentes prestations.

La mise en œuvre de la clause de réexamen ferait l'objet d'une décision écrite de VNF sous la forme d'un avenant contractualisant les modifications apportées.

## **16 - Conflit d'intérêt**

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution du contrat doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le titulaire doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF.

## **17 - Obligation de confidentialité**

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

## **18 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation aux articles 35 et 36 du CCAG-FCS, les connaissances antérieures nécessaires dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

## **19 - Dérogations**

L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS

L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 10.1.2 du CCAG-FCS

L'article 11 du CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2, 14.1.3 du CCAG-FCS

L'article 12.4 du CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG-FCS

L'article 13 du CCAP déroge aux articles 41.1 et 42 du CCAG-FCS

L'article 14 du CCAP déroge à l'article 46.3 du CCAG-FCS.